

**Direction des Finances**  
**DF Pôle Comptabilité**

**DAGJ-2024-188**  
Nomenclature Acte : Divers

**OBJET : Acceptation du legs de M Maheu**

**LE MAIRE DE LA VILLE DE SAINT-MALO**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2122-22, L 2122-23, L 2131-1 et L 2131-2,
- VU la délibération n° 2020-07-002 du Conseil Municipal en date du 10 juillet 2020 donnant délégation à Monsieur le Maire en application des articles susvisés,
- VU la correspondance du 23 mai 2024 par laquelle le Cabinet Lexonot (35000 Rennes) nous informe des dispositions testamentaires de Monsieur Alain René MAHEU, décédé le 24 février 2024 à Saint-Malo,

CONSIDERANT le legs de Monsieur MAHEU au profit de la Ville de Saint-Malo,

CONSIDERANT que ce legs n'est grevé ni de conditions ni de charges,

**DECIDE**

Article 1 : D'abroger la décision DAGJ-2024-105 du 9 juillet 2024.

Article 2 : D'accepter le legs de Monsieur Alain MAHEU,  
Etant précisé que la succession se compose de :

- Un appartement et un parking à Chatou (78400), actuellement en location, avec une estimation de 430 000 € à 450 000 €,
- Une maison à Saint-Malo (35400), à vendre, avec une estimation 800 000 € à 850 000€,
- Un appartement à Rennes (35000), actuellement en location, avec une estimation de 110 000 € à 125 000 €.

Aux termes du testament de Monsieur MAHEU, la succession se répartit ainsi :

- La moitié des biens mobiliers et immobiliers pour la fille unique de M. MAHEU,
- La somme de 200 000 € à Madame Arlette LEMAIRE,
- Le reste de la quotité partagée à parts égales, entre la Fondation de France et la Ville de Saint-Malo.

- Article 3 : Au terme du partage de la succession de Monsieur MAHEU, le montant exact du legs fait à la Ville de Saint-Malo sera connu. Une nouvelle décision sera prise pour information du Conseil Municipal. Ce montant fera l'objet d'une délivrance de legs régularisée par acte notarié, puis fera l'objet d'une régularisation dans les comptes de la collectivité.
- Article 4 : La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rennes, 3 Ctr De La Motte 35044 RENNES, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.
- Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Comptable Public du Service de Gestion Comptable sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Saint-Malo, le 9 septembre 2024

Le Maire,  
Gilles LURTON